

SAMIR AMIN

**ESPACES POLITIQUES ET ESPACES ECONOMIQUES
LE CHAOS DES ORIGINES, LE CHAOS DU CAPITALISME SENILE**

- L'espace qui définit l'aire de reproduction d'une société est toujours multidimensionnel : il est celui de sa gestion politique, de sa vie économique, de l'expression de son identité culturelle. La consistance d'une société dépend donc du degré de coïncidence de ces espaces divers – politiques, économiques, culturels. Cette coïncidence opère parfois à l'échelle d'une aire géographique relativement importante ou au contraire est émiettée, n'étant plus alors effective qu'à l'échelle de micro sociétés – villageoises par exemple.

La coïncidence en question n'exclut pas la possibilité d'émergence de contradictions et de conflits entre les logiques propres particulières aux différentes instances de la réalité sociale considérée (politiques, économiques, culturelles). Au contraire c'est bien le déploiement de ces contradictions qui rend compte de la dynamique de l'histoire et des transformations sociales.

Par ailleurs la coïncidence en question est toujours relative, au sens que les sociétés définies sur sa base ne se déploient que fort rarement dans une autarcie absolue ou presque, mais s'inscrivent généralement dans des « systèmes de sociétés ». Les aires de la chrétienté, de l'Islam, de l'hindouisme ou du confucianisme par exemple définissent des dimensions culturelles (religieuses et philosophiques) communes à des ensembles de sociétés. On peut repérer de la même manière des aires d'échanges marchands qui relient de nombreuses sociétés entre elles, de ce fait plus ou moins interdépendantes. Dans le capitalisme moderne cette aire est constituée par la Planète entière donnant à l'instance économique de la reproduction sociale sa qualité « d'économie-monde ». Mais dans les époques antérieures on identifie tout également des espaces d'échanges marchands vastes, comme ceux désignés par les « routes de la soie » par exemple.

La nébuleuse constituée par les sociétés humaines interdépendantes présente, dans certaines des zones dont elle est composée, des condensations fortes, donnant alors aux sociétés situées dans ces aires une consistance évidente qui les identifie. On peut parler alors pour les sociétés en question de coïncidence « marché » (un raccourci discutable pour désigner l'économique) / Etat (aire de gestion du pouvoir politique) / société (se reconnaissant dans une identité culturelle).

- Je développerai dans ce qui suivra les thèses suivantes :

1- Le capitalisme a émergé dans une région du monde caractérisée à l'époque par la non coïncidence des espaces de déploiement de la vie économique et ceux de la gestion politique.

2- Dans son développement ultérieur, le capitalisme a construit une coïncidence forte entre les espaces de sa reproduction économique, sa reproduction politique, et sa reproduction culturelle. Ce modèle ne concernait que les centres. Par contre dans ce développement le capitalisme mondialisé nie aux peuples des périphéries le droit de se reconstruire sur un modèle analogue.

3- Les peuples et les nations des périphéries n'ont jamais accepté cette soumission. Mais ils ne sont parvenus à passer de formes de résistance passive à l'offensive de libération que tardivement, après la seconde guerre mondiale. Leurs victoires ont imposé un moment l'émergence du Sud, à travers des révolutions associant socialisme et libération nationale, à travers la reconquête de l'indépendance des Etats d'Asie et d'Afrique, à travers le « desarrollismo » d'Amérique latine.

Le Sud impose alors pour un moment, que je qualifie « d'ère de Bandoung » (1955-1985), une généralisation du modèle de coïncidence entre l'espace de la gestion économique et celui de la gestion politique.

Cette période est celle des décennies glorieuses de l'ONU, pas par hasard.

4- L'érosion des illusions de l'idéologie et de la pratique du « rattrapage » qui caractérisaient le projet de Bandoung a ouvert la voie à la contre offensive du capital impérialiste mondialisé à partir des années 1990.

Dans cette offensive les droits des peuples de la périphérie à faire autre chose que simplement s'ajuster unilatéralement aux exigences du redéploiement du capital impérialiste dominant sont à nouveau niés. Ce qui en résulte est largement un chaos politique qui ne peut être maîtrisé qu'à travers le contrôle économique, politique et militaire de la planète par les seules puissances du centre impérialiste, eux-mêmes parvenus à surmonter leurs conflits qui avaient occupé le devant de la scène jusqu'à la seconde guerre mondiale, pour s'ériger dans ce que j'ai appelé « l'impérialisme collectif de la Triade ».

Cette évolution coïncide avec une autre qui remet en question la coïncidence espace de la gestion économique/espace de la gestion politique dans une partie importante du centre collectif nouveau- l'Europe. Une contradiction nouvelle qui est loin d'avoir trouvé sa solution.

5- La solution capitaliste impérialiste à l'ensemble de ces contradictions, à l'œuvre dans le moment actuel n'est guère plus qu'une « gestion du chaos ».

6- L'alternative passe par la construction d'un monde polycentrique.

1. Conflit puis coïncidence marché/Etat dans l'émergence puis le déploiement du capitalisme historique

1- Le capitalisme a triomphé d'abord dans une région particulière de l'Ancien monde – un petit quart nord ouest de l'Europe. Non certes qu'il n'ait eu d'antécédents ailleurs. Mais c'est là qu'il va prendre sa forme historique « définitive » s'imposant (ou tentant de le faire) ailleurs.

Or la région en question était caractérisée par un degré élevé d'émission à la fois des conditions de sa reproduction économique (largement réduites à celles de l'auto subsistance du fief) et de celles de sa gestion politique (également largement réduite aux pouvoirs du seigneur local). Les espaces plus vastes dans lesquels s'inscrivaient les unités féodales constitutives de base demeuraient de faible densité : la « chrétienté » commune ne

s'accompagnait ni d'un pouvoir politique réel de sa tête (la Papauté) ni de celle de l'Empereur (du Saint Empire) ou des Rois ; les échanges marchands demeuraient limités dans leurs effets (et d'ailleurs dans ces échanges ceux « à longue distance » - les « routes de la Soie » - prédominaient par comparaison avec les échanges marchands locaux). J'ai précisément qualifié pour cette raison cette forme (« féodale ») des sociétés de la famille « tributaire » des époques en question de forme « périphérique » par opposition aux formes centrales caractérisées par une coïncidence économie/pouvoir opérant sur des aires considérablement plus conséquentes. La coagulation précoce des formes capitalistes nouvelles dans ces périphéries du monde tributaire m'est apparue de ce fait ne pas avoir été de pur hasard (ref. S. Amin).

Dans un premier temps, celui de cette coagulation nouvelle, l'intensification des échanges marchands se déploie dans ce que j'appelle le chaos des origines du capitalisme. La coïncidence des espaces de la gestion politique et de la reproduction économique est brisée. Aux pouvoirs anciens des féodaux et à ceux – limités – des corporations de métiers se juxtaposent des réseaux de commerce qui les transgressent. La carte de l'Europe de cette transition du Moyen Age aux temps modernes prend l'allure d'un puzzle de principautés, seigneuries, ville libres, les unes et les autres de plus en plus dépendantes de réseaux de marchands qui échappent à leurs pouvoirs. Un modèle qui fait contraste avec celui des mondes tributaires centraux caractérisés par la soumission de l'économie marchande aux pouvoirs (cf. S. Amin, l'exemple du système mamelouk du monde islamique tardif), handicap majeur à l'éclosion de formes capitalistes achevées.

2- Dans son développement ultérieur, en particulier à partir du début du XIX ième siècle, à la suite de la révolution française et avec le déploiement du capitalisme industriel, le capitalisme a construit une coïncidence forte entre les espaces de sa reproduction économique (un modèle d'accumulation du capital national autocentré), sa reproduction politique (par la modernisation de l' Etat et l'adoption progressive des formes de la démocratie représentative), et sa reproduction culturelle (par son ambition de faire coïncider l'Etat et une Nation « homogène »). Ce modèle ne concernait que les centres ; il se généralisera en Europe au cours du siècle, avec les unités allemande et italienne et l'explosion finale de l'Empire austro hongrois multinational.

Par contre dans ce développement le capitalisme mondialisé nie aux peuples des périphéries le droit de se reconstruire sur un modèle analogue. Les centres impérialistes (à conjuguer au pluriel) dominent les périphéries, les réduisent au statut colonial ou semi colonial, interdisent ici la construction économique autocentrée. Les centres impérialistes sont par contre simultanément autocentrés et agressivement ouverts, à la concurrence entre eux, et dans la mise en œuvre de leur domination sur leurs appendices périphériques.

2. Le projet de Bandoung : l'achèvement de la construction de la cohérence Etat/économie

Le poids de l'impérialisme, stade permanent de l'expansion mondiale du capitalisme

Le déploiement mondial du capitalisme a toujours été polarisant dès l'origine et à chacune des étapes de son histoire. Cette caractéristique du capitalisme réellement existant, pourtant essentielle, a toujours été sous estimée pour le moins qu'on puisse dire, du fait de l'eurocentrisme qui domine la pensée moderne, y compris dans les formulations idéologiques

d'avant-garde propres aux grandes révolutions ; et le marxisme historique des Internationales successives n'a échappé que partiellement à cette règle générale.

Comprendre la portée immense de cette réalité impérialiste et en tirer toutes les conséquences stratégiques concernant la transformation du monde qu'elle implique constitue l'exigence incontournable première pour toutes les forces sociales et politiques victimes du déploiement du capitalisme, dans ses centres comme dans ses périphéries. Car l'impérialisme a mis à l'ordre du jour non pas tant la maturation des conditions permettant des « révolutions socialistes » (ou des accélérations des évolutions allant dans cette direction) dans les centres du système mondial, que des remises en cause de son ordre à partir des révoltes de ses périphéries. Ce n'est donc pas un hasard si la Russie de 1917 constitue le « maillon faible » du système, ni que la révolution au nom du socialisme se déplace par la suite vers l'Est (la Chine entre autre), tandis que sont déçues les attentes d'un effondrement à l'Ouest, dans lequel Lénine plaçait ses espoirs. De ce fait, les sociétés révolutionnées en question sont confrontées à la tâche double et contradictoire à la fois de « rattraper » (ce qui implique le recours à des méthodes analogues à celles du capitalisme) et de « faire autre chose » (« construire le socialisme »). La combinaison de ces tâches a été ici ou là ce qu'elle a été ; elle aurait peut être pu être meilleure, au sens qu'elle aurait permis le renforcement progressif des aspirations communistes au fur et à mesure des avancées du rattrapage. Toujours est-il que cette contradiction réelle est au cœur du façonnement des conditions objectives de l'évolution historique des sociétés post révolutionnaires.

Les formes d'organisation et d'action politiques inventées dans les circonstances par les « partis révolutionnaires » (les communistes de la IIIe Internationale en l'occurrence) ont été prisonnières de l'idée que le mouvement se faisait de la révolution considérée comme « imminente », ses conditions « objectives » étant considérées comme réunies. Le « parti » devait alors pallier ce qui seul manquait : la constitution d'une organisation chargée de « faire la révolution », ce qui impliquait dans les circonstances que l'accent soit mis sur l'homogénéité (par la suite le « monolithisme ») et la discipline quasi militaire. Les partis en question ont conservé ces formes d'organisation alors même que la perspective de l'assaut révolutionnaire immédiat avait été abandonnée, à partir de la fin des années 1920. Elles ont alors été mises au service d'un tout autre objectif prioritaire : la protection de l'Etat soviétique, de l'intérieur comme de l'extérieur.

Dans les périphéries du capitalisme mondialisé – par définition « la zone des tempêtes » dans le système impérialiste – une forme de la révolution demeurait bien à l'ordre du jour. Mais son objectif demeurait par nature ambigu et flou : libération nationale de l'impérialisme (et maintien de beaucoup, ou même de l'essentiel, des rapports sociaux propres à la modernité capitaliste), ou davantage ? Qu'il s'agisse des révolutions radicales de la Chine, du Viet Nam et de Cuba ou de celles qui ne le furent pas ailleurs en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le défi demeurait : « rattraper » et/ou « faire autre chose » ? Ce défi s'articulait à son tour à une autre tâche considérée également prioritaire : défendre l'Union soviétique encerclée.

En son temps Mao Zedong avait identifié les composantes du défi dans une formule célèbre : « les Etats veulent l'indépendance, les nations la libération et les peuples la révolution », articulant de cette manière les différents niveaux de la réalité complexe. Les Etats, c'est-à-dire les classes dirigeantes, acceptent la soumission compradore ou penchent vers le nationalisme selon les circonstances (elles profitent des brèches dans le front impérialiste pour avancer leurs pions quand cela est possible) ; les nations, c'est-à-dire le bloc des classes victimes de l'expansion impérialiste cherchent à consolider leur pouvoir sur des positions permettant le

« développement » ; les peuples, c'est-à-dire les classes dominées et exploités ne séparent pas la libération nationale du progrès social en leur faveur. La formule met en relief l'exigence de la construction d'une coïncidence entre les espaces de la gestion politique et économique, autrement dit donne un contenu à des pratiques de déconnexion, fussent elles limitées et relatives. A condition de comprendre cette expression non comme synonyme d'autarcie (impossible, non souhaitable et généralement imposée par l'impérialisme) mais comme la capacité de soumettre les relations extérieures aux exigences prioritaires de la reconstruction intérieure.

Le projet de Bandoung a effectivement mis en œuvre cet objectif, à sa manière.

L'ère de Bandoung et l'émergence du Sud

- En 1955, les principaux chefs d'Etats des pays d'Asie et d'Afrique ayant reconquis leur indépendance politique se réunissaient pour la première fois à Bandoung.

Les leaders asiatiques et africains étaient loin d'être identiques les uns aux autres. Les courants politiques et idéologiques qu'ils représentaient, leurs visions de l'avenir de la société à construire ou à reconstruire et de ses rapports à l'Occident, autant de thèmes de la différence. Néanmoins, un projet commun les rapprochaient et donnait un sens à leur réunion. A leur programme minimum commun figurait l'achèvement de la décolonisation politique de l'Asie et de l'Afrique. De surcroît ils entendaient tous que l'indépendance politique reconquise n'était que le moyen, la fin était la conquête de la libération économique, sociale et culturelle.

Par delà leurs différences les Non Alignés pensaient que l'édification d'une économie et d'une société développée indépendante (fut-ce dans l'interdépendance globale) impliquait un certain degré de « conflit » avec l'Occident dominant (l'aile radicale estimait devoir mettre un terme au contrôle de l'économie nationale par le capital des monopoles étrangers).

De surcroît, soucieux de préserver l'indépendance reconquise, ils refusaient d'entrer dans le jeu militaire planétaire et de servir de base à l'encerclement des pays socialistes que l'hégémonisme américain tentaient d'imposer. Cependant, ils pensaient aussi que refuser l'insertion dans le camp militaire atlantiste n'impliquait pas qu'il soit nécessaire de se placer sous la protection de l'adversaire de celui-ci, l'URSS. D'où le « neutralisme », le « non alignement », nom du groupe et de l'organisation qui allait sortir de l'esprit de Bandoung.

- De sommet en sommet au cours des décennies 1960 et 1970, le « non-alignement » devait rassembler la presque totalité des pays d'Asie et d'Afrique plus Cuba et glisser progressivement des positions d'un front de solidarité politique axé sur le soutien aux luttes de libération et le refus des pactes militaires, à celles d'un « syndicat de revendications économiques vis à vis du Nord ». Les Non Alignés devaient dans ce cadre s'allier aux peuples sinon aux Etats d'Amérique latine qui n'ont jamais adhéré à la Tricontinentale. Le groupe des 77 (l'ensemble du Tiers Monde) traduisait cette large alliance nouvelle du Sud. La bataille pour un « nouvel ordre économique international », engagée en 1975, après la guerre d'Octobre 1973 et la révision des prix du pétrole, couronne cette évolution, pour en sonner le glas, consommé à Cancun (1981) par le diktat de Reagan et de ses alliés européens.

L'économie politique du non alignement bien que souvent implicite et floue peut être définie par les éléments suivants :

- la volonté de développer les forces productives, de diversifier les productions (notamment d'industrialiser),
- la volonté d'assurer à l'Etat national la direction et le contrôle du processus,
- la croyance que les modèles « techniques » constituent des données « neutres » qu'on ne peut que reproduire, fut-ce en les maîtrisant,
- la croyance que le processus n'implique pas en premier lieu l'initiative populaire mais seulement le soutien populaire aux actions de l'Etat,
- la croyance que le processus n'est pas fondamentalement contradictoire avec la participation aux échanges au sein du système capitaliste mondial, même s'il entraîne des conflits momentanés avec celui-ci.

Les circonstances de l'expansion capitaliste des années 1955-1970 ont, jusqu'à un certain point, facilité les succès de ce projet. La page de cette histoire du non alignement paraît tournée depuis que le système global est entrée – à partir de 1980 – dans une phase de redéploiement sur les bases d'une mondialisation nouvelle néo-libérale. Mais l'est-elle véritablement ? Les résistances à la vision globalisée se renforcent partout à travers le monde, dans le Nord et le Sud. C'est dans ce cadre qu'on pourrait situer un renouveau possible du Non Alignement, devenant « non alignement sur la globalisation libérale et l'hégémonisme des Etats Unis ».

3. Les décennies glorieuses de l'ONU

La constitution de l'ONU se situe précisément dans cette longue phase caractérisée par la coïncidence « marché/Etat » (gestion de l'économie/gestion de la politique). Elle en est le couronnement tardif. La philosophie de ce système monde repose en effet sur deux principes : la souveraineté absolue des Etats (considérés par nature « Etats-nations »), le polycentrisme. Ils constitueront le fondement de la charte des Nations Unies. Le bilan de ce système monde est positif, loin d'être négatif comme on le dit trop souvent et trop vite aujourd'hui, sans pour autant en ignorer les limites et les contradictions grandissantes qui ont conduit à sa crise contemporaine.

Le traité de Westphalie (1648) inaugure la mise en place de ce système sur cette double reconnaissance de la souveraineté des Etats et du polycentrisme. Le système n'est alors que spécifique à l'espace de l'ancien monde du Catholicisme, dont l'unité est brisée par l'explosion de la Réforme. Il va se généraliser à l'Europe par le traité de Vienne (1815) et connaîtra sa première universalisation partielle avec la création de la SDN (1920). Je dis bien universalisation partielle puisque la SDN ne remet pas en question les statuts coloniaux qui excluent l'Asie et l'Afrique. La SDN reste l'organisation d'un système monde réduit à ses centres (l'Europe et le Japon) amputés des Etats-Unis (qui s'en éloigne après en avoir été le promoteur principal), flanqués des périphéries de l'Amérique latine « indépendante ». L'ONU est constituée dès le départ dans une perspective universaliste authentique, qui deviendra rapidement réalité avec l'indépendance reconquise des pays d'Asie et du monde arabe, puis d'Afrique.

On ne s'étonnera pas, de ce fait, que l'apogée des Nations Unies se situe précisément dans ce moment, finalement relativement bref, qui, du début des années 1960 à 1975-1980, coïncide avec ce qu'on a appelé les « décennies du développement ».

Les remises en question et la crise qui suivent ne sont pas celles de l'ONU, mais du système monde dans lequel l'organisation avait été inscrite. Car la discordance entre les différentes

instances de la gestion mondiale (singulièrement entre ses dimensions économiques – le « marché » en termes vulgarisés – et ses dimensions politiques) réapparaît, faisant suite aux deux ou trois siècles précédents de coïncidence, fut-elle limitée aux régions centrales du système. Mais la discordance n'est plus d'une nature analogue à celle qui caractérisait le chaos des origines. Le chaos nouveau est celui d'un système désormais obsolète (j'ose dire « sénile », cf. S. Amin, *Le capitalisme sénile*). Son dépassement ne peut être obtenu par le rétablissement des formes antérieures de la coïncidence. Il impose la remise à plat de toutes les données du défi, à leurs échelles locales (« nationales ») mais à celles du système monde (et des sous systèmes régionaux éventuels). Il implique la déconnexion.

De même que la solution de ces problèmes aux niveaux locaux (« nationaux ») ne peut être trouvée par un « retour » aux pratiques institutionnalisées par le capitalisme de l'étape antérieure, de même la crise de l'ONU (l'une des dimensions majeures de la crise du système de la gestion mondialisée, celle qui nous occupe ici) ne peut être surmontée par le maintien des fonctions qui ont fait la gloire et le succès de l'organisation dans l'après seconde guerre mondiale.

4. Les termes de l'alternative : la gestion violente du chaos par l'impérialisme collectif de la triade ou le dépassement du capitalisme dans la perspective socialiste

Les termes de l'alternative sont simples : ou bien les rapports de force internes et internationaux demeurent ce qu'ils sont, permettant le déploiement du projet des Etats-Unis d'un « XXI ième siècle américain » pour reprendre les termes mêmes dans lesquels s'est exprimée officiellement et par écrit la classe dirigeante de ce pays, imposant l'ajustement unilatéral de tous – associés européens inclus-, ou bien ces rapports seront graduellement renversés au bénéfice des classes populaires de toute la planète et des peuples du Sud, amorçant des avancées révolutionnaires en direction du socialisme.

Dans la première hypothèse le déploiement du projet de Washington annihilera les « illusions » européennes, réduisant le projet européen à n'être que le volet européen du projet atlantiste sous leadership étatsunien (et le projet de constitution européenne est conçu dans ce sens), comme il annihilera les espoirs des pays du Sud, enfermés dans la soumission compradore.

L'autre hypothèse suppose, au-delà de la mise en déroute du plan des Etats-Unis, une déconnexion au sens double et plein du terme : remise en cause de l'ordre impérialiste et de l'ordre social. Sans doute bien des illusions constituent encore des handicaps sérieux à la prise de conscience des exigences de ce renversement de la vapeur.

En Europe les majorités fortes apparentes n'imaginent pas de sortie souhaitable et possible de l'atlantisme et n'aspirent guère qu'à un « meilleur équilibre entre ses partenaires » (le « sharing »).

Dans le Sud, Chine incluse, l'illusion d'un « rattrapage » possible par et dans le marché mondial continue à faire ses ravages. Et si certains analystes (le regretté A G Frank en particulier) croient en l'efficacité réelle de ce choix, cela n'est pas mon point de vue. L'écart en termes de revenu per capita entre centres et périphéries restera gigantesque, ce qui signifie que les classes dirigeantes qui joueraient cette carte ne pourront pas rallier les majorités ouvrières et paysannes à leur projet. Le parallèle avec la social démocratie du Nord ne tient

pas la route et les conflits internes grandissants doivent conduire soit à la soumission compradore soit à l'inflexion du projet dans des directions nationales et populaires.

C'est pourquoi je préfère conduire mes analyses dans ce domaine en termes de la de la valeur mondialisée et des « cinq monopoles » des centres impérialistes, plutôt que dans ceux de « l'économie politique internationale » et/ou de la géopolitique.

Cela étant l'hypothèse illusoire peut fort bien encore se déployer dans le moyen terme même si elle n'a pas d'avenir à plus long terme. Dans ce cadre les compétitivités comparées continueront à constituer une donnée lourde pesant sur les décisions. Ce facteur entraînera partout un fonctionnement des économies à plusieurs vitesses; certains secteurs, entreprises ou régions enregistreront des taux de croissance forts et réaliseront des profits élevés, d'autres seront stagnants ou frappés de régression. Les marchés du travail, segmentés, seront ajustés à cette situation. Encore une fois, s'agit il là d'un phénomène réellement nouveau ? Ou bien au contraire le fonctionnement du système à plusieurs vitesses a toujours été la règle, une règle atténuée dans la période exceptionnelle de l'après seconde guerre mondiale parce que les rapports sociaux, moins défavorables aux classes travailleuses et aux peuples, avaient imposé partout dans le monde des interventions publiques systématiques organisant une croissance partagée.

Renaissance d'un front du Sud ?

Le front du Sud ne prendra pas consistance sans l'engagement des Etats, donc des gouvernements du Sud, qu'on le veuille ou pas, dans le combat pour un « autre ordre mondial ». Sans doute les chances de cet engagement gagneront elles en probabilité dans la mesure où les peuples interviendront par leurs luttes à infléchir les projets des classes dirigeantes, voire à substituer aux blocs compradore des blocs nationaux populaires.

Toujours est il qu'il semble bien que les contradictions entre les Etats du Sud et l'ordre mondial en place sont déjà devenues telles que l'amorce de l'implosion de cet ordre paraît bien être désormais à l'ordre du jour.

A partir des derniers sommets des Non Alignés (Kuala Lumpur 2003, La Havane 2006) le Sud, soumis aux plans dévastateurs des réajustements structurels, pris à la gorge par les ponctions du service de la dette, gouverné par des bourgeoisies compradores, qui paraissait ne plus être en mesure de remettre en cause l'ordre capitaliste international comme il l'avait tenté entre 1955 et 1981, amorce une nouvelle reprise de l'initiative.

Les Non Alignés condamnent (même si c'est encore à mots couverts) la stratégie impérialiste de Washington, son objectif démesuré et criminel de contrôle militaire de la planète, son déploiement à travers la conduite sans fin de guerres « made in USA », planifiées et décidées unilatéralement par les Etats Unis.

Les pays du Sud prennent conscience à la fois que la gestion mondialisée néo-libérale n'a rien à leur offrir et que, pour cette raison, elle est appelée à recourir à la violence militaire pour s'imposer, faisant par là même le jeu du projet américain. Le mouvement devient – comme on l'avait suggéré – celui du non alignement sur la mondialisation libérale et l'hégémonisme des Etats Unis.

L'effondrement du « socialisme » soviétique, l'évolution dans laquelle la Chine s'est engagée, la dérive des régimes populistes du tiers monde, avaient fait accepter l'idée creuse selon laquelle « il n'y aurait pas d'alternative ». S'inscrire dans le cadre des exigences du néolibéralisme mondialisé, jouer le jeu et tenter d'en tirer quelque profit, si possible. Pas d'alternative. L'expérience devait démentir en quelques années les espoirs naïfs placés dans cette logique qui se croyait « réaliste ».

- *Les lignes directrices d'une grande alliance sur la base de laquelle la solidarité des peuples et des Etats du Sud pourrait être reconstruit*

A partir à la fois des positions prises par certains Etats du Sud et des idées qui font leur chemin, on peut voir se dessiner les lignes directrices du renouveau possible d'un « front du Sud ». Ces positions concernent tant le domaine politique que celui de la gestion économique de la mondialisation.

Au plan politique : condamnation du nouveau principe de la politique des Etats Unis (« la guerre préventive ») et exigence de l'évacuation de toutes les bases militaires étrangères en Asie, Afrique et Amérique latine.

Le choix par Washington de sa région d'interventions militaires interrompues depuis 1990 porte sur le Moyen Orient arabe – Irak et Palestine (pour celle-ci via le soutien inconditionnel à Israël) – les Balkans (Yougoslavie, implantations nouvelles des Etats Unis en Hongrie, Roumanie et Bulgarie), l'Asie centrale et le Caucase (Afghanistan, Asie centrale et Caucase ex soviétiques).

Les objectifs poursuivis par Washington comportent plusieurs volets (i) la main mise sur les régions pétrolières les plus importantes du globe et par là même l'exercice de pressions visant à soumettre l'Europe et le Japon au statut d'alliés subalternisés ; (ii) l'établissement de bases militaires américaines permanentes au cœur de l'Ancien monde (l'Asie centrale à égale distance de Paris, Johannesburg, Moscou, Pékin, Singapour) et par là même la préparation d'autres « guerres préventives » à venir, visant en premier lieu les grands pays susceptibles de s'imposer comme partenaires avec lesquels « il faut négocier » (la Chine en premier lieu, mais également la Russie et l'Inde). La réalisation de cet objectif implique la mise en place dans les pays de la région concernée de régimes fantoches imposés par les forces armées des Etats Unis. De Pékin à Delhi et Moscou on comprend de plus en plus que les guerres « made in USA » constituent en définitive une menace dirigée plus contre la Chine, la Russie et l'Inde que contre leurs victimes immédiates, comme l'Irak .

Revenir à la position qui fut celle de Bandoung – pas de bases militaires américaines en Asie et en Afrique – est désormais à l'ordre du jour, même si, dans les circonstances du moment, les Non Alignés ont accepté le silence sur la question des protectorats américains du Golfe.

Dans les domaines de la gestion économique du système mondial, on voit se dessiner également les lignes directrices d'une alternative que le Sud pourrait défendre collectivement, parce que les intérêts de tous les pays qui le constituent sont ici convergents.

- (i) L'idée que les transferts internationaux de capitaux doivent être contrôlés est de retour.

En fait l'ouverture des comptes capitaux, imposés par le FMI comme un dogme nouveau du « libéralisme » ne poursuit qu'un seul objectif : faciliter le transfert massif de capitaux vers

les Etats Unis pour couvrir le déficit américain grandissant – lui même produit à la fois des déficiences de l'économie des Etats Unis et du déploiement de leur stratégie de contrôle militaire de la planète. Il n'y a aucun intérêt pour les pays du Sud à faciliter de la sorte l'hémorragie de leurs capitaux et éventuellement les dévastations occasionnées par les raids spéculatifs. Du coup la soumission à tous les aléas du « change flexible », qui vient en déduction logique des exigences de l'ouverture des comptes capitaux, doit être remise en question. A leur place l'institution de systèmes d'organisations régionales assurant une stabilité relative des changes mériterait de faire l'objet de recherches et de débats systématiques au sein des Non Alignés et des 77. Au demeurant, dans la crise financière asiatique de 1997 la Malaisie a pris l'initiative de rétablir le contrôle des changes et elle a gagné la bataille. Le FMI lui même a été contraint de la reconnaître. Le volet financier de l'initiative de l'ALBA promu par le Venezuela va dans le même sens. Face au FMI en état de déconfiture financière des évolutions dans cette direction deviennent réalistes. Le yuan chinois est d'ailleurs engagé dans une voie qui en fait le concurrent principal du dollar, à terme.

(ii) L'idée de régulation des investissements étrangers est de retour.

Sans doute les pays du tiers monde n'envisagent-ils pas, comme ce fut le cas par le passé pour certain d'entre eux, de fermer leurs portes à tout investissement étranger. Au contraire les investissements directs sont sollicités. Mais les modalités de l'accueil sont à nouveau l'objet de réflexions critiques auxquels certains milieux gouvernementaux du tiers monde ne sont pas insensibles. En relation étroite avec cette régulation la conception des droits de propriété intellectuelle et industrielle que l'OMC veut imposer est désormais contestée. On a compris que cette conception, loin de favoriser une concurrence « transparente » sur des marchés ouverts, visait tout au contraire à renforcer les monopoles des transnationales.

(iii) Beaucoup parmi les pays du Sud réalisent à nouveau qu'ils ne peuvent pas se passer d'une politique nationale de développement agricole qui tienne compte à la fois de la nécessité de protéger les paysanneries des conséquences dévastatrices de leur désintégration accélérée sous l'effet de la « nouvelle concurrence » que l'OMC veut promouvoir dans ce domaine et de préserver la sécurité alimentaire nationale.

En effet, l'ouverture des marchés de produits agricoles, qui permet aux Etats Unis, à l'Europe et à quelques rares pays du Sud (ceux du cône Sud de l'Amérique) d'exporter leurs surplus dans le tiers monde, menace par là même les objectifs de sécurité alimentaire nationale, sans contrepartie, les productions des paysanneries du tiers monde rencontrant des difficultés insurmontables sur les marchés du Nord. Or cette stratégie libérale qui désintègre ces paysanneries et accentue la migration des campagnes vers les bidonvilles urbains provoque la réapparition de luttes paysannes dans le Sud qui inquiète désormais les pouvoirs.

La question agricole est souvent discutée, dans l'arène de l'OMC en particulier, sous l'angle exclusif des subventions octroyées par l'Europe et les Etats Unis non seulement aux productions de leurs agriculteurs mais également à leurs exportations agricoles. Cette fixation sur la seule question du commerce mondial des produits agricoles évacue d'emblée les préoccupations majeures invoquées plus haut. Elle entraîne par ailleurs de curieuses ambiguïtés, puisqu'elle invite les pays du Sud à défendre des positions encore plus libérales que celles adoptées en fait par les gouvernements du Nord, aux applaudissements de la Banque Mondiale (mais depuis quand la Banque Mondiale a-t-elle défendu les intérêts du Sud contre

le Nord ?) Rien n'empêche de déconnecter les subventions accordées aux agriculteurs par leur gouvernements (après tout si nous défendons le principe de la redistribution du revenu chez nous, les pays du Nord ont également ce droit !) de celles destinées à soutenir le dumping des exportations agricoles du Nord.

Dans mon analyse des défis, la « question agraire » occupe une place centrale. Sur cette question je me sépare des points de vue exprimés par Hobsbawm et Wallerstein selon lesquels la page de cette question serait tournée. Je prétends que la question agraire et la question nationale (indissociables) sont de celles que le capitalisme historique n'a pas résolues à l'échelle mondiale (la moitié de la population du globe est paysanne), même s'il les a résolues à l'échelle des centres. Plus, je dis que le capitalisme dans son déploiement à venir non seulement ne peut pas s'engager dans la voie de la solution de ces problèmes, fut elle pénible, mais est contraint d'aggraver les effets destructeurs des politiques qu'il met en œuvre. Le « génocide » des sociétés paysannes est à l'ordre du jour.

Un retour aux débats anciens amorcés par Marx et poursuivis par Lénine et Mao serait utile aujourd'hui plus que jamais. La conjoncture est de ce point de vue contradictoire. Le maintien d'une vaste petite paysannerie constitue la base objective permanente de l'émergence d'un petit capitalisme qui appelle le contrôle soit par le grand capital soit par l'Etat (avec les conséquences négatives qu'on connaît). En contrepoint une petite paysannerie active pourrait et devrait être un composant décisif d'une alliance nationale et populaire nécessaire.

(iv) La dette n'est plus seulement ressentie comme économiquement insupportable. Sa légitimité commence à être remise en cause.

Il se dessine une revendication qui s'assigne l'objectif de répudiation unilatérale des dettes odieuses et illégitimes, comme d'amorcer un droit international de la dette – digne de ce nom – qui n'existe toujours pas. Un audit généralisé des dettes permettrait en effet de faire apparaître une proportion significative de dettes illégitimes, odieuses et même parfois crapuleuses. Or les seuls intérêts payés à leur titre ont atteint des volumes tels que l'exigence – juridiquement fondée – de leur remboursement annulerait en fait la dette en cours et ferait apparaître toute cette opération comme une forme véritablement primitive de pillage. Pour y parvenir, l'idée que les dettes extérieures devraient être régulées par une législation normale et civilisée, à l'instar des dettes intérieures, doit faire l'objet d'une campagne s'inscrivant dans la perspective de faire progresser le droit international et d'en renforcer la légitimité. Comme on le sait c'est précisément parce que le droit est muet dans ce domaine que la question n'est réglée que par des rapports de force sauvages. Ces rapports permettent alors de faire passer pour légitimes des dettes internationales qui, si elles étaient internes (que le créancier et le débiteur appartiennent à la même nation et relèvent de sa justice), conduiraient débiteur et créancier devant les tribunaux pour « association de malfaiteurs ».

5. De nouvelles perspectives internationales ?

Le système mondial d'aujourd'hui est trop différent dans ses structures fondamentales de celui de l'après seconde guerre mondiale pour qu'un « remake » de Bandung puisse être envisagé.

Les Non Alignés se situaient dans un monde militairement bipolaire, interdisant par là même l'intervention brutale des pays impérialistes dans leurs affaires. Par ailleurs cette bipolarité

soudait les partenaires des centres capitalistes – Etats Unis, Europe de l’Ouest et Japon – dans un camp unifié. Le conflit politique et économique pour la libération et le développement opposait donc l’Asie et l’Afrique à un camp impérialiste unifié. Les concepts de développement autocentré et de déconnexion et les stratégies qu’ils inspiraient répondaient à ce défi dans ces conditions.

Le monde d’aujourd’hui est militairement unipolaire. Simultanément des fractures semblent se dessiner entre les Etats Unis et certains des pays européens pour ce qui concerne la gestion politique d’un système mondialisé désormais aligné dans son ensemble sur les principes du libéralisme, en principe tout au moins. Ces fractures sont-elles seulement conjoncturelles et de portée limitée, ou annoncent-elles des changements durables ? Les thèses sur lesquelles sont fondées les propositions de stratégie situées dans cet esprit doivent être explicitées, de manière à faciliter la discussion de leur validité éventuelle.

1ere thèse : *L’impérialisme est désormais devenu un impérialisme collectif (de la triade)*

Au cours des phases précédentes de déploiement de la mondialisation capitaliste, les centres se conjuguèrent toujours au pluriel. Ceux-ci entretenaient, entre eux des relations de concurrence violente permanente au point même que le conflit des impérialismes occupait une place centrale sur la scène de l’histoire. Le retour au libéralisme mondialisé à partir de 1980, oblige à repenser la question de la structure du centre contemporain du système. Car au moins sur le plan de la gestion de la mondialisation économique libérale les Etats de la triade centrale constituent un bloc apparemment solide.

La question incontournable à laquelle il faut répondre est donc celle de savoir si les évolutions en question traduisent un changement qualitatif durable – le centre ne se conjuguant plus au pluriel mais étant devenu définitivement « collectif » - ou si elles ne sont que conjoncturelles.

On pourrait attribuer cette évolution aux transformations des conditions de la concurrence. Il y a encore quelques décennies les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l’essentiel sur les marchés nationaux, qu’il s’agisse de celui de Etats Unis (le plus grand marché national au monde) ou même sur ceux des Etats européens (en dépit de leur taille modeste, ce qui les désavantageait par rapport aux Etats Unis). Les vainqueurs des « matchs » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd’hui, la taille du marché nécessaire pour l’emporter au premier cycle de matchs approche des 500-600 millions de « consommateurs potentiels ». La bataille doit donc être livrée d’emblée sur le marché mondial et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l’emportent sur ce marché qui s’imposent alors et de surcroît sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l’activité des grandes firmes. Autrement dit dans le couple national/mondial les termes de la causalité sont inversés : autrefois la puissance nationale commandait la présence mondiale, aujourd’hui c’est l’inverse. De ce fait les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits permanents et mercantiles qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu’elles soient.

Une contradiction nouvelle est apparue, opposant l’espace économique de la gestion du capitalisme impérialiste mondialisé et ceux de sa gestion politique. Celle-ci reste nationale pour l’essentiel. Cette contradiction est sans conséquence dramatique pour les Etats-Unis qui peuvent prétendre remplir les fonctions d’un Etat-monde impossible autrement, ou pour le Japon qui peut accepter de se contenter de jouer le rôle de second dans sa région. Elle est

dramatique pour l'Europe dont elle annihile le potentiel, comme pour les pays du Sud qu'elle enferme dans la compradorisation.

2^e thèse : dans le système de l'impérialisme collectif les Etats Unis ne disposent pas d'avantages économiques décisifs

L'opinion courante, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

En apparence l'impérialisme des Etats-Unis se porte bien. Sur le plan interne tandis que de 1930 à 1975 le un pour cent des citoyens les plus riches ne contrôlaient plus que 8% de la richesse nationale contre 16% en 1920, on est aujourd'hui revenu à cette dernière proportion ! (Duménil). Sur le plan mondial les profits du capital des Etats-Unis placé à l'extérieur rapportent 8% contre 4% pour les capitaux investis à l'intérieur du pays. Sans doute cette performance est elle fragilisée par la menace de crac financier produit par l'impossible poursuite indéfinie de la croissance de l'inégalité. Sans doute cette fragilité est d'autant plus grande que la poursuite de ce mouvement implique une ponction sur le reste du monde qui pourrait être remise en question par ses victimes, ce qui explique la centralité de la priorité donnée au contrôle militaire de la Planète par Washington. La poursuite dans cette voie implique une sorte de « déflation » mondiale (le « shrinking capitalism » de Prabhat Patnaik) dont sont victimes tous les pays du monde. Les libéraux, notamment en Europe, ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre que la prospérité des Etats-Unis n'est pas le moteur de la croissance mondiale, mais ne peut se faire qu'au détriment de celle-ci.

En fait le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus efficient du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. Même l'excédent dont bénéficiaient les Etats Unis dans le domaine des biens de haute technologie a laissé la place à un déficit.. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

En fait les Etats Unis ne bénéficient d'avantages comparatifs établis que dans le secteur des armements, précisément parce que celui-ci échappe largement aux règles du marché et bénéficie du soutien de l'Etat. Sans doute cet avantage entraîne-t-il quelques retombées pour le civil (Internet en constitue l'exemple le plus connu), mais il est également à l'origine de distorsions sérieuses qui constituent des handicaps pour beaucoup de secteurs productifs.

L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. « Les Etats Unis dépendent pour 10 % de leur consommation industrielle des biens dont l'importation n'est pas couverte par des exportations de produits nationaux ». Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment.

« L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en œuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements, recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, motif réel des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, de la Chine, des pays du Sud (pays pétroliers riches et classes compradore de tous les pays du tiers monde, plus pauvres inclus), auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

3^e thèse : *Le projet de contrôle militaire de la planète est destiné à compenser les déficiences de l'économie des Etats Unis. Ce projet menace tous les peuples du tiers monde.*

Cette thèse découle logiquement de la précédente. La décision stratégique de Washington de mettre à profit leur écrasante supériorité militaire et, dans cette perspective, de recourir à des « guerres préventives » décidées et planifiées par eux seuls vise à ruiner tout espoir d'une « grande nation » (comme la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil) ou d'une coalition régionale dans le tiers monde d'accéder au statut de partenaire effectif dans le façonnement du système mondial, fut-il capitaliste.

4^e thèse : *Le Sud doit et peut se libérer des illusions libérales et s'engager dans des formes renouvelées de développement autocentré.*

Sans doute dans l'immédiat les gouvernements du Sud semblent encore se battre pour un « néo-libéralisme véritable » dont les partenaires du Nord, comme ceux du Sud, accepteraient de « jouer le jeu ». Les pays du Sud ne pourront que constater que cet espoir est totalement illusoire.

Il leur faudra alors revenir au concept incontournable que tout développement est nécessairement autocentré. Se développer c'est d'abord définir des objectifs nationaux permettant à la fois la modernisation des systèmes productifs et la création des conditions internes qui la mette au service du progrès social, puis ensuite soumettre les modalités des relations de la nation avec les centres capitalistes développés aux exigences de cette logique. Cette définition de la déconnexion – qui n'est pas « autarcie » - situe le concept aux antipodes du principe opposé (celui du libéralisme) « d'ajustement structurel » aux exigences de la mondialisation, qui est alors forcément soumise aux impératifs exclusifs de l'expansion du capital transnational dominant, approfondissant les inégalités à l'échelle mondiale.

5^e thèse : *L'option des Etats Unis en faveur de la militarisation de la mondialisation frappe de plein fouet les intérêts de l'Europe et au Japon.*

Cette thèse découle de la seconde. L'objectif des Etats Unis, entre autre par la main mise par des moyens militaires sur toutes les ressources décisives de la planète (pétrole en particulier), vise à placer les partenaires européens et japonais en situation de vassaux. Les guerres américaines du pétrole sont des guerres « anti-européennes ».

L'Europe (et le Japon) peut répondre partiellement à cette stratégie par un rapprochement avec la Russie, capable en partie de lui fournir le pétrole et quelques autres matières premières essentielles.

6^e thèse : L'Europe doit et peut se libérer du virus libéral, néanmoins cette initiative ne peut pas venir des segments du capital dominant, mais des peuples.

Les segments dominants du capital dont les gouvernements européens croient jusqu'à ce jour devoir défendre les intérêts en priorité exclusive sont bien entendu les défenseurs du néo-libéralisme mondialisé et de ce fait acceptent de payer le prix de leur subalternisation par le leader nord américain.

Les peuples à travers toute l'Europe ont une vision différente à la fois du projet européen qu'ils voudraient social et de leurs relations avec le reste du monde qu'ils entendent voir gérées par le droit et la justice, comme ils l'expriment dans le moment actuel par la condamnation – à l'écrasante majorité – de la dérive des Etats Unis. Si cette culture politique humaniste et démocratique de la « vieille Europe » l'emporte – et c'est possible – alors un rapprochement authentique entre l'Europe, la Russie, la Chine, toute l'Asie et toute l'Afrique constituera le fondement sur la base duquel pourra être construit un monde pluricentrique, démocratique et pacifique.

La contradiction majeure entre l'Europe et les Etats Unis n'est donc pas celle qui opposerait les intérêts du capital dominant ici et là, mais se situe sur le terrain des cultures politiques.

Le conflit prometteur se situe sur ce terrain des cultures politiques. En Europe une alternative de gauche demeure toujours possible. Cette alternative imposerait simultanément une rupture avec le néo-libéralisme (et l'abandon de l'espoir vain de soumettre les Etats Unis à ses exigences, permettant ainsi au capital européen de livrer bataille sur le terrain non miné de la compétition économique), comme avec l'alignement sur les stratégies politiques des Etats Unis. Le surplus de capitaux que l'Europe se contente jusqu'à ce jour de « placer » aux Etats Unis pourrait alors être affecté à une relance économique et sociale, à défaut de quoi celle-ci restera impossible. Mais dès lors que l'Europe choisirait, par ce moyen, de donner la priorité à son essor économique et social, la santé artificielle de l'économie des Etats Unis s'effondrerait et la classe dirigeante américaine serait confrontée à ces propres problèmes sociaux. Tel est le sens que je donne à ma conclusion « l'Europe sera de gauche ou ne sera pas ».

Pour y parvenir il faut que les Européens se débarrassent de l'illusion que la carte du libéralisme devrait – et pourrait- être jouée « honnêtement » par tous et que dans ce cas tout irait mieux. Les Etats Unis ne peuvent pas renoncer à leur option en faveur d'une pratique asymétrique du libéralisme, parce que celle-ci est le seul moyen pour eux de compenser leurs propres déficiences. La « prospérité » américaine a pour prix la stagnation des autres.

La « question européenne » trouve sa place ici. On ne peut ignorer l'importance à cet égard d'une discussion en profondeur de ce que j'appelle « les sables mouvants au projet européen »

Les « cultures politiques européennes » sont diverses, même si dans une certaine mesure elles font contraste avec celle des Etats Unis. Il y a en Europe des forces politiques, sociales et idéologiques qui soutiennent – avec lucidité souvent – la vision d'une « autre Europe » (sociale et amicale dans ses relations avec le Sud). Mais il y a aussi la Grande Bretagne qui a fait depuis 1945 l'option historique d'un alignement inconditionnel sur les Etats Unis. Il y a celles des classes dirigeantes de l'Europe de l'Est, façonnées par une culture de la servitude, agenouillées hier devant Hitler, puis Staline, aujourd'hui Bush. Il y a des populismes de droite (style les nostalgiques du franquisme et du mussolinisme en Espagne et en Italie) « pro-américains ». Le conflit entre ces cultures fera-t-il éclater l'Europe ? Se soldera-t-il par un alignement sur Washington ? Ou par la victoire des cultures humanistes et démocratiques avancées ?

7^e thèse : *La reconstruction d'un front solide du Sud implique la participation de ses peuples.*

Les régimes politiques en place dans beaucoup de pays du Sud ne sont pas démocratiques, pour le moins qu'on puisse dire, et parfois franchement odieux. Ces structures autoritaires de pouvoir favorisent les fractions comprador dont les intérêts sont liés à l'expansion du capitalisme impérialiste global.

L'alternative – la construction d'un front des peuples du Sud - passe par la démocratisation. Cette démocratisation nécessaire sera difficile et longue, mais son chemin ne passe sûrement pas par la mise en place de régimes fantoches livrant les ressources de leurs pays au pillage des transnationales nord américaines, des régimes de ce fait encore plus fragiles, moins crédibles et moins légitimes que ceux dont ils prendraient la relève sous la protection de l'envahisseur américain. Au demeurant l'objectif des Etats Unis n'est pas de promouvoir la démocratie dans le monde en dépit de ses discours de pure hypocrisie en la matière.

La centralité de la question démocratique, inséparable de celle du respect de l'autonomie nationale, trouve sa place ici. Progrès social, démocratisation de la société et affirmation de l'autonomie nationale sont indissociables et imposent la substitution d'une mondialisation « négociée » (donc la déconnexion) au modèle de la mondialisation imposée. Cette stratégie implique une conceptualisation de la démocratisation qui en libère le sens, prenne ses distances à l'égard du modèle de « démocratie représentative » proposé, d'ailleurs en crise. Au-delà du préalable de la mise en déroute du projet hégémoniste des Etats-Unis, cette stratégie implique que des réponses soient données, permettant la reconstruction de l'unité des travailleurs, la promotion d'un modèle paysan démocratique et dynamique, la reconstruction du front des Etats du Sud et d'un monde polycentrique, l'invention de cultures politiques progressistes de portée universelle.

8^e thèse : *Un nouvel internationalisme des peuples associant Européens, Asiatiques, Africains et Américains est donc possible.*

Cette thèse, qui découle de ce qui précède et en constitue la conclusion, signifie que les conditions existent qui permettraient un rapprochement au moins de tous les peuples de l'ancien monde. Ce rapprochement se cristalliserait au plan de la diplomatie internationale en donnant consistance à l'axe Paris – Berlin – Moscou - Pékin, renforcé par le développement de relations amicales entre cet axe et le front afro-asiatique reconstitué.

Il va sans dire que des avancées dans cette direction réduisent à néant l'ambition démesurée et criminelle des Etats Unis. Ceux-ci seraient alors contraints d'accepter la coexistence avec des nations décidées à défendre leurs intérêts propres.

Dans le moment actuel cet objectif doit être considéré comme prioritaire d'une manière absolue. Le déploiement du projet américain surdétermine l'enjeu de toutes les luttes : aucune avancée sociale et démocratique ne sera durable tant que le plan américain ne sera pas mis en déroute.

9^e thèse : *Les questions relatives à la diversité culturelle doivent être discutées dans le cadre des nouvelles perspectives internationales dessinées ici.*

La diversité culturelle est un fait. Mais un fait complexe et ambigu. Les diversités héritées du passé, pour autant légitimes qu'elles puissent être, ne sont pas nécessairement synonymes de la diversité dans la construction de l'avenir qu'il faut non seulement admettre mais rechercher.

Convoquer les seules diversités héritées du passé (islam politique, hindutva, confucianisme, négritude, ethnicités chauvines ...) constitue souvent un exercice démagogique des pouvoirs autocratiques et compradore, qui leur permet à la fois d'évacuer le défi que représente l'universalisation de la civilisation et de se soumettre en fait au diktat du capital transnational dominant. Par ailleurs, l'insistance exclusive sur ces héritages divise le tiers monde, en opposant Islam politique et Hindutva en Asie, Musulmans, Chrétiens et pratiquants d'autres religions en Afrique. La refondation d'un front politique uni du Sud est le moyen de dépasser ces divisions soutenues par l'impérialisme américain. Mais alors que sont et peuvent être les « valeurs » universelles » sur la base desquelles on peut construire l'avenir ? L'interprétation occidentalocentrique et restrictive de celles-ci légitime le développement inégal produit immanemment de l'expansion capitaliste mondialisée d'hier et d'aujourd'hui. Elle doit être rejetée. Mais alors comment faire avancer des concepts authentiquement universels, enrichis par l'apport de tous ? Ce débat ne peut néanmoins être ignoré.

EN CONCLUSION de mes analyses je dirai que les termes de l'alternative pourraient être résumés dans la phrase: « décadence ou révolution ».

J'entends par là qu'un système obsolète peut être dépassé à travers un long processus que les agents sociaux ne maîtrisent pas, comme ce fut le cas dans le passage de l'Empire romain au féodalisme européen (que j'appelle pour cette raison un processus de décadence), ou bien à travers des processus que ces agents tentent de maîtriser par leur conscience des enjeux, comme ce fut le cas dans le passage du féodalisme européen au capitalisme (un processus dit « révolutionnaire » que je préfère qualifier « d'avancées révolutionnaires » successives, multiples et diverses selon les moments et les lieux). J'ai d'ailleurs proposé explicitement cette comparaison (Samir Amin, *Classe et Nation*, conclusion).

La comparaison permet d'aller plus loin. Au cœur du défi auquel l'Empire romain était confronté je situe la centralisation excessive du surplus (sous la forme alors de tribut), insoutenable pour les peuples qui en étaient les victimes. La féodalité européenne fait éclater cette centralisation, qui ne sera reconstituée que beaucoup plus tard, aux temps modernes, dans le cadre de l'impérialisme capitaliste (sous la forme de profits du capital dominant).

Celle-ci est à son tour devenue insoutenable. L'éclatement de ce système mondial par lequel opère cette centralisation est incontournable (c'est la déconnexion). Celui-ci sera-t-il maîtrisé par la construction progressive de l'alternative humaniste, le socialisme du XXI^{ème} siècle, œuvre commune de tous les peuples de la Planète, du Sud et du Nord ? Ou bien laissera-t-on les dérives en cours poursuivre leur chemin à travers le chaos et la barbarie que symbolise « l'américanisation du monde » ?